

Formulaire de déclaration d'ouverture d'un établissement d'enseignement privé hors contrat

Nom de l'établissement *	
Code postal de l'établissement *	
Commune de l'établissement *	
Numéro et voie de l'établissement *	

1. INFORMATIONS RELATIVES AU REPRÉSENTANT LÉGAL

Nature du déclarant *	<input type="checkbox"/> En votre nom propre <input type="checkbox"/> Au nom de la personne morale						
Partie à remplir si vous réalisez cette déclaration en votre nom propre (personne physique)							
Civilité du déclarant *	<input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur						
Nom du déclarant *							
Prénom du déclarant *							
Code postal de résidence du déclarant *							
Commune de résidence du déclarant *							
Adresse de résidence du déclarant : Numéro et voie *							
Numéro de téléphone du déclarant *							
Nationalité du déclarant *							
Date de naissance du déclarant *	<table border="1"><tr><td></td><td></td><td></td></tr><tr><td>JJ</td><td>MM</td><td>AAAA</td></tr></table>				JJ	MM	AAAA
JJ	MM	AAAA					
Carte nationale d'identité (recto) ou passeport en cours de validité du déclarant * • À défaut, copie ou extrait de l'acte de naissance revêtu de la mention des actes administratifs et des déclarations ayant pour effet l'acquisition, la perte de la nationalité ou la réintégration dans cette nationalité • Le cas échéant, attestation de dérogation à la condition de nationalité du déclarant accordée par l'autorité académique	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						
Casier judiciaire du déclarant * Original du bulletin du casier judiciaire mentionné à l'article 777 du code de procédure pénale, daté de moins de trois mois lors du dépôt du dossier	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						

Formulaire de déclaration d'ouverture d'un établissement d'enseignement privé hors contrat

Partie à remplir si vous réalisez cette déclaration au nom d'une personne morale (entreprise, association)

Nom de la personne morale* Indiquer la dénomination exacte de celle-ci.							
Code postal du siège social							
Commune du siège social							
Numéro et voie du siège social							
SIRET Si la personne morale dispose déjà d'un SIRET, merci de le renseigner dans la case ci-contre							
Statuts associatifs	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						
IDENTITÉ DU REPRÉSENTANT LÉGAL DE LA PERSONNE MORALE							
Civilité du représentant légal de la personne morale *	<input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur						
Nom du représentant légal de la personne morale *							
Prénom du représentant légal de la personne morale*							
Code postal du représentant légal de la personne morale*							
Commune de résidence du représentant légal de la personne morale*							
Adresse de résidence du représentant légal: Numéro et voie *							
Numéro de téléphone du représentant légal de la personne morale *							
Nationalité du représentant légal de la personne morale *							
Date de naissance du représentant légal de la personne morale *	<table border="1" style="margin: auto; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 30px; height: 20px;"></td> <td style="width: 30px; height: 20px;"></td> <td style="width: 30px; height: 20px;"></td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">JJ</td> <td style="text-align: center;">MM</td> <td style="text-align: center;">AAAA</td> </tr> </table>				JJ	MM	AAAA
JJ	MM	AAAA					
Carte nationale d'identité (recto) ou passeport en cours de validité du représentant légal de la personne morale * <ul style="list-style-type: none"> • À défaut, copie ou extrait de l'acte de naissance revêtu de la mention des actes administratifs et des déclarations ayant pour effet l'acquisition, la perte de la nationalité ou la réintégration dans cette nationalité • Le cas échéant, attestation de dérogation à la condition de nationalité du déclarant accordée par l'autorité académique 	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						
Casier judiciaire du représentant légal* Original du bulletin du casier judiciaire mentionné à l'article 777 du code de procédure pénale, daté de moins de trois mois lors du dépôt du dossier	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						

Formulaire de déclaration d'ouverture d'un établissement d'enseignement privé hors contrat

2. INFORMATIONS CONCERNANT LE DIRECTEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

Civilité du directeur de l'établissement *	<input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur						
Nom du directeur de l'établissement *							
Prénom du directeur de l'établissement *							
Nationalité du directeur de l'établissement *							
Date de naissance du directeur de l'établissement *	<table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 33%; height: 20px;"></td> <td style="width: 33%; height: 20px;"></td> <td style="width: 33%; height: 20px;"></td> </tr> <tr> <td>JJ</td> <td>MM</td> <td>AAAA</td> </tr> </table>				JJ	MM	AAAA
JJ	MM	AAAA					
Carte nationale d'identité (recto) ou passeport en cours de validité du directeur de l'établissement * <ul style="list-style-type: none"> • À défaut, copie ou extrait de l'acte de naissance revêtu de la mention des actes administratifs et des déclarations ayant pour effet l'acquisition, la perte de la nationalité ou la réintégration dans cette nationalité • Le cas échéant, s'il est différent du déclarant ou du représentant légal de la personne morale, attestation de dérogation à la condition de nationalité du directeur de l'établissement accordée par l'autorité académique 	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						
Casier judiciaire du directeur de l'établissement * Original du bulletin du casier judiciaire mentionné à l'article 777 du code de procédure pénale, daté de moins de trois mois lors du dépôt du dossier	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						
Diplôme(s) du directeur de l'établissement * (Nom du titre, discipline, année et établissement de délivrance)							
Titre, diplôme ou pièces attestant de sa pratique ou de ses connaissances professionnelles (article R.913-6 du code de l'éducation) * Le cas échéant, attestation de dérogation à la condition de diplôme accordée par l'autorité académique	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						
Conditions d'exercice antérieur de fonction (article L.914-3 du code de l'éducation) * Justificatifs des services de direction, d'enseignement ou de surveillance d'une durée minimum de cinq ans (ex : contrat de travail, fiche de paie ...) Le cas échéant, attestation de dérogation à la condition d'exercice antérieur de fonction accordée par l'autorité académique	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						

3. CAS D'ADMISSION D'ÉLÈVES INTERNES

L'établissement a-t-il vocation à accueillir des élèves internes ? *	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Civilité du directeur de l'internat *	<input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur
Nom du directeur de l'internat *	
Prénom du directeur de l'internat *	
Nationalité du directeur de l'internat *	

Formulaire de déclaration d'ouverture d'un établissement d'enseignement privé hors contrat

Date de naissance du directeur de l'internat *	<table border="1" style="width: 100%; text-align: center;"> <tr> <td style="width: 33%; height: 20px;"></td> <td style="width: 33%; height: 20px;"></td> <td style="width: 33%; height: 20px;"></td> </tr> <tr> <td>JJ</td> <td>MM</td> <td>AAAA</td> </tr> </table>				JJ	MM	AAAA
JJ	MM	AAAA					
Carte nationale d'identité (recto) ou passeport en cours de validité du directeur de l'internat * <ul style="list-style-type: none"> À défaut, copie ou extrait de l'acte de naissance revêtu de la mention des actes administratifs et des déclarations ayant pour effet l'acquisition, la perte de la nationalité ou la réintégration dans cette nationalité Le cas échéant, attestation de dérogation à la condition de nationalité du déclarant accordée par l'autorité académique 	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						
Casier judiciaire du directeur de l'internat * Original du bulletin du casier judiciaire mentionné à l'article 777 du code de procédure pénale, daté de moins de trois mois lors du dépôt du dossier	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>						

4. INFORMATIONS CONCERNANT L'ÉTABLISSEMENT

Plan des locaux * Plan des locaux affectés à l'établissement et de tout terrain destinés à recevoir des élèves, indiquant au moins, la dimension de chacune des surfaces et leur destination	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>
Modalités de financement * État prévisionnel précisant l'origine, la nature et le montant des principales ressources dont disposera l'établissement pour les trois premières années de son fonctionnement	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>
Justificatifs relatifs aux établissements recevant du public * Attestation de dépôt de la demande d'autorisation prévue à l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation, ou attestation prévue à l'article L. 122-5 du même code	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>

5. INFORMATIONS LIÉES À L'ENSEIGNEMENT

Objet de l'enseignement * Il doit être conforme à l'article L.122-1-1 du code de l'éducation si au moins un élève est dans le champ de l'instruction obligatoire	
Objet de l'enseignement : Joindre toute pièce utile pour compléter la description de l'objet de l'enseignement	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>
Age minimal des élèves accueillis *	
Age maximal des élèves accueillis *	
Type d'enseignement dispensé * Sélection multiple possible	<input type="checkbox"/> Enseignement général (1er et/ou 2nd degrés) <input type="checkbox"/> Enseignement technologique ou professionnel
Horaires et disciplines pour l'enseignement technologique ou professionnel * Si l'établissement prépare à des diplômes de l'enseignement technologique ou professionnel	

Formulaire de déclaration d'ouverture d'un établissement d'enseignement privé hors contrat

Horaires et disciplines : Joindre toute pièce utile pour compléter la description de l'enseignement technologique et professionnel	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>
Diplômes ou emplois préparés * Lister les diplômes et/ou emplois, ou indiquer "aucun"	
Diplômes ou emplois préparés : pièce jointe complémentaire Joindre toute pièce utile pour compléter la description des diplômes et emplois préparés	Document(s) joint(s) au dossier <input type="checkbox"/>

6. DÉCLARATIONS DE VOLONTÉ

Déclarations mentionnant la volonté d'ouvrir et de diriger un établissement accueillant des élèves Si le responsable légal et le directeur ne sont pas la même personne, les deux signatures sont requises	Déclarations de volonté signées par le responsable légal Document joint au dossier <input type="checkbox"/>
	Déclarations de volonté signées par le directeur Document joint au dossier <input type="checkbox"/>

J'atteste sur l'honneur l'exactitude des éléments déclarés ci-dessus *

Signature

Date de la signature

JJ

MM

AAAA

Afin de permettre l'examen de votre déclaration d'ouverture, je vous remercie de bien vouloir compléter le formulaire suivant et de le retourner, accompagné des documents demandés (voir liste ci-après), soit par courriel à l'adresse **privehorscontrat@ac-paris.fr** soit par courrier à l'adresse :

Division de la vie de l'élève
Bureau DVE3 – Privé hors contrat
12, boulevard d'Indochine
CS 40 049
75933 Paris Cedex 19

Par ailleurs, je vous rappelle **toute pièce transmise doit être en langue française (art. L.111-1 du code des relations entre le public et l'administration)**. Ainsi, je vous remercie de faire traduire tout document en langue étrangère par un traducteur agréé : <https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F12956>

ANNEXE

PIÈCES CONSTITUTIVES DU DOSSIER DE DÉCLARATION D'OUVERTURE D'UN ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ HORS CONTRAT	
1	La ou les pièces attestant de l'identité, l'âge et de la nationalité du déclarant, du directeur de l'établissement et le cas échéant du directeur de l'internat. Copie de la carte nationale d'identité en cours de validité ou du passeport en cours de validité. À défaut de l'une de ces pièces, fournir une copie ou un extrait de l'acte de naissance revêtu de la mention des actes administratifs et des déclarations ayant pour effet l'acquisition, la perte de la nationalité ou la réintégration dans cette nationalité.
2	La pièce attestant de la capacité pénale du déclarant, du directeur de l'établissement et le cas échéant du directeur de l'internat. Copie de l'original du bulletin du casier judiciaire du déclarant, du directeur de l'établissement et le cas échéant du directeur de l'internat mentionné à l'article 777 du code de procédure pénale, daté de moins de trois mois lors du dépôt du dossier.
3	Le titre ou diplôme du futur directeur de l'établissement, ou les pièces attestant de sa pratique ou de ses connaissances professionnelles. Copie de titre ou diplôme de niveau 5 ou sanctionnant au moins deux années d'études après le baccalauréat.
4	La ou les pièces attestant l'exercice antérieur de fonctions pendant 5 ans pour le directeur de l'établissement. Copie du document attestant l'exercice de fonctions de direction, d'enseignement ou de surveillance dans un établissement d'enseignement public ou privé d'un État membre de l'Union européenne ou d'un autre État partie à l'accord sur l'Espace économique européen. Par exemple : attestation de l'employeur, bulletin de salaire...
5	Le plan des locaux et, le cas échéant, de tout terrain destiné à recevoir les élèves, indiquant, au moins, la dimension de chacune des surfaces et leur destination.
6	Les modalités de financement. Le dossier doit contenir un état prévisionnel qui précise l'origine, la nature, et le montant des principales ressources dont disposera l'établissement pour les trois premières années de son fonctionnement.
7	La demande au titre d'un ERP et de l'accessibilité de l'établissement. Le cas échéant, l'attestation du dépôt de la demande d'autorisation prévue à l'article L. 122-3 du code de la construction et de l'habitation, soit celle prévue à l'article L. 122-5 du même code.
8	Le cas échéant, les statuts de la personne morale qui ouvre l'établissement. Il s'agit des statuts qui ont fait l'objet de toutes les déclarations requises pour permettre à la personne morale, à but lucratif ou non, d'exister en tant que telle.
9	Accord international pour l'enseignement dans une langue étrangère (pièce à joindre).
10	Déclaration de volonté du responsable légal et du directeur d'établissement s'il ne s'agit pas de la même personne.

NB : le déclarant est libre de joindre toute pièce complémentaire qu'il juge utile.